



La bibliothèque du CHJ

AXES DE RECHERCHE / THEMATIQUES

« Justice et société » est le thème générique autour duquel le Centre d'Histoire Judiciaire a choisi d'orienter ses recherches. Notre projet est d'interroger l'articulation entre justice et société dans l'espace (métropole, outremer) et dans le temps (Ancien Régime, époque contemporaine).

Cette structuration est rendue possible par la complémentarité des travaux des chercheurs et enseignants-chercheurs qui, au-delà des projets collectifs dans lesquels ils sont engagés et de l'expertise spécifique qu'ils ont acquise au sein du laboratoire, partagent un objectif commun : analyser la contribution de la justice à la structuration de la société ou des sociétés.

Il s'agit donc de décrypter, pour mieux les confronter, les logiques à l'œuvre dans les différents systèmes judiciaires, de comprendre l'environnement intellectuel des acteurs de la justice et la manière dont ils se l'approprient. L'ambition qui sous-tend cette démarche est également de saisir les modes de circulation des savoirs juridiques, d'éclairer les enjeux qui y sont attachés mais également d'étudier la réception des normes juridiques par les institutions judiciaires et d'en évaluer les incidences éventuelles auprès des justiciables.

Pour mieux interroger cette articulation entre justice et société dans l'espace et dans le temps, deux grands champs de recherche ont été privilégiés. Leur structuration est commandée par les spécificités méthodologiques liées au mode de traitement des sources mobilisées dans chacun de ces champs.

Justice et société d'Ancien Régime

Axe 1 - Les parlements de France sous l'Ancien Régime (XVIIe - XVIIIe siècles)

(Responsables : Serge Dauchy et Alain Wijffels)

Ces recherches s'appuient sur le très riche fonds du parlement de Flandre conservé aux Archives départementales du Nord (série 8B) en particulier sur l'analyse en cours des 30 000 dossiers de procédure et le dépouillement des sentences de la cour souveraine flamande créée en 1668 à la suite de la conquête par Louis XIV de territoires relevant, jusqu'à cette date, des anciens Pays-Bas espagnols.

MOT DU DIRECTEUR

Le Centre d'Histoire Judiciaire est un laboratoire qui rassemble chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, techniciens, post-doctorants et doctorants œuvrant à un projet commun destiné à interroger la relation entre justice et société.

Notre vocation est à la fois de **produire des connaissances** dans un domaine, l'histoire du droit, qui embrasse un vaste champ chronologique — de l'époque moderne à l'époque contemporaine —, et qui, par nature, croise des outils méthodologiques empruntés à la technique juridique ainsi qu'aux différentes branches des sciences humaines et sociales qui lui sont intrinsèquement liées.

Notre ambition est d'en **diffuser les résultats** et de les mettre à disposition de la communauté scientifique en apportant une attention particulière à la constitution de bases de données destinées à alimenter la construction des savoirs au-delà de notre horizon disciplinaire ou géographique.

C'est à cette fin que le Centre d'Histoire Judiciaire multiplie, depuis plusieurs années les **échanges internationaux** destinés à confronter les acquis de la recherche avec les différents pays soucieux de développer ou d'acquérir une expertise sur la genèse de leur(s) système(s) judiciaire(s) ainsi que sur les institutions qui leur tiennent lieu de support.

Pour y contribuer d'une façon efficiente, nous privilégions, à l'aide de nos tutelles, l'**accueil de jeunes chercheurs étrangers** qui contribuent, chacun leur manière, à alimenter et à renouveler notre réflexion collective.



Farid LeKéal
Directeur CHJ - UMR 8025

Axe 2 - Les juridictions, la société judiciaire et les modes de résolution des conflits en Europe (Responsables : Alain Wijffels et Serge Dauchy)

Ce second axe de recherche se propose de mettre à profit les travaux sur le parlement de Flandre et les cours souveraines françaises pour les inscrire dans une perspective résolument comparatiste. Les projets relevant de ce champ poursuivent la tradition de coopération internationale entamée depuis plusieurs années par le Centre d'Histoire Judiciaire dans le cadre d'une histoire comparée du droit et de la justice en Europe.

Justice et société(s) contemporaine(s)

Axe 3 - Justice et droit colonial (Responsables : Florence Renucci et Silvia Falconieri)

Cet axe privilégie l'étude des territoires ultramarins placés sous domination française à travers le prisme de la justice et du droit ainsi que des modes de circulation des savoirs. Soutenues par de nombreux projets collectifs, les recherches engagées dans ce cadre s'appuient en outre sur la constitution d'une vaste base de données intégrant les principales revues juridiques coloniales françaises.

Axe 4 - La contribution des institutions judiciaires à la structuration de la société française postrévolutionnaire (Responsables : Bruno Dubois et Nicolas Derasse)

Cet axe vise à élargir les travaux déjà engagés dans le domaine de l'histoire du droit du travail et du droit social grâce aux collaborations nouées avec des chercheurs issus d'autres horizons disciplinaires du droit et de la médecine. Ces recherches sont destinées à s'intégrer dans un programme plus vaste croisant les travaux conduits de longue date au sein de l'unité en matière de droit pénal, de droit pénitentiaire et de normes applicables en temps de guerre.

LES PROJETS PHARES DU LABORATOIRE

Pour mener à bien cette réflexion collective et pour donner corps à notre ambition de confronter nos propres travaux à ceux qui sont menés dans d'autres champs disciplinaires ou dans d'autres espaces géographiques, en France comme à l'étranger, le Centre mène une politique d'enrichissement et de diversification des bases de données qu'il propose à la communauté scientifique.

ParleFlandre

Depuis 2007, le Centre d'Histoire Judiciaire et les Archives départementales du Nord développent une base de données à partir du très riche fonds d'archives du parlement de Flandre. Financé sur la base d'un projet coordonné par l'Agence Nationale de la Recherche jusqu'en 2010, le Centre d'Histoire Judiciaire et les Archives Départementales du Nord poursuivent leur collaboration aujourd'hui encore et offrent la mise en ligne de la base de données ParleFlandre. Cet outil, accessible à partir du site internet du CHJ, est voué à se développer : l'ensemble des 30.000 dossiers ne sera accessible qu'après achèvement de la procédure de validation des données. Ce portail permet l'accès à deux corpus documentaires.

Revues coloniales

Ce projet en cours de réalisation vise la constitution d'une base de données intégrant les principales revues juridiques coloniales françaises. Il s'agit d'une base de données comportant l'ensemble de la doctrine juridique coloniale telle qu'on peut la trouver dans les principales revues de droit : Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence, Penant, Darest, Journal de Robe, Journal des tribunaux tunisiens, Gazette des tribunaux du Maroc, Revue du Maroc. Cette base de données sera consultable en libre accès à partir du site internet du Centre d'Histoire Judiciaire et référencée par le carnet de recherche en ligne Colonialcorpus animé par les membres du Centre.

Accidents du travail

Ce projet consiste à mettre en place un portail consacré aux accidents du travail dans le cadre de la valorisation du projet d'université Accitravail. Ce portail fournira un inventaire détaillé et commenté de sources disponibles aux Archives départementales du Nord (Lille), au Centre des archives du monde du travail (Roubaix), aux Archives de l'Etat à Mons (Belgique). L'inventaire portera sur les sources judiciaires, administratives ainsi que sur les archives d'entreprise. Il offrira également un florilège de textes notables commentés et analysés ainsi qu'un référencement des sources normatives et doctrinales permettant d'établir la genèse et le destin des textes fondateurs en matière d'accidents du travail ainsi que leur réception.

LUMIÈRE SUR ...

XIXe forum annuel de l'Association of Young Legal Historians

Du 15 au 18 mai 2013, les doctorants du Centre d'Histoire Judiciaire accueillaient à Lille et, pour la première fois depuis la création de l'AYLH, en France, le XIXe forum annuel de l'Association of Young Legal Historians. Organisé en partenariat avec le Centrum voor Rechtsgeschiedenis de l'Université de Gand, avec lequel nous partageons aussi des rencontres doctorales, ce forum a rassemblé plus de cent jeunes chercheurs en histoire du droit venus de plus de vingt pays européens. Durant trois jours, ils ont apporté leur contribution au thème de ce Forum : (Wo)men in Legal History, abordant ainsi l'histoire du genre à travers le prisme de l'histoire du droit et de la justice depuis l'Antiquité à nos jours. L'organisation du forum fut aussi l'occasion pour les doctorants, grâce au soutien des ITA, d'organiser une exposition intitulée « Femmes devant la justice dans la presse illustrée 1880-1930 » consultable en ligne sur le site internet du CHJ et disponible au prêt.



© Sébastien Hicquebrant

RÉSEAUX ET COLLABORATIONS

Centre Foundations of European Law and Polity d'Helsinki (Finlande), Gesellschaft für Reichskammergerichts-forschung de Wetzlar (Allemagne), School of Law, University Richmond (USA), Université de Nagoya (Japon), IRHiS UMR 8529 CNRS – Université de Lille, Archives départementales du Nord, Institut d'Histoire du Temps Présent (HTP) (Paris), UMR Droit et changement social (Nantes), Université de Sousse (Tunisie), Université Cadi Ayyad de Marrakech (Maroc), Université Saint-Louis de Bruxelles (Belgique), Archives nationales d'outre mer (ANOM) (Aix-en-Provence), Historial de la Grande Guerre (Péronne), RICODE (Réseau de recherche interdisciplinaire «colonisations et décolonisations»), Instituut voor Rechtsgeschiedenis de Gand (Belgique), Ecole nationale d'Administration pénitentiaire (ENAP) (Agen), Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) (Roubaix), Archives nationales du monde du travail (Roubaix), Criminocorpus, Centre Alexandre Koyré UMR 8560 CNRS - Muséum national d'histoire naturelle...

Chiffres clés

49 membres dont 6 chercheurs, 14 enseignants chercheurs, 10 fonctions supports et 19 doctorants.

Publications (2010-2014) : 27 ouvrages, 38 articles dans des revues à comité de lecture, 33 chapitres d'ouvrages collectifs et 60 communications publiées.

3 portails en ligne :

*Portail Fontes Historiae Iuris

<http://fontes-historiae-iuris.univ-lille2.fr/>

*Base de données ParleFlandre

<http://parleflandre.univ-lille2.fr/>

*Carnet de recherches Colonialcorpus

<http://colonialcorpus.hypotheses.org/>

Crédits photos : © Sophie Deroubaix